

SOLIDARITY with the UNIST'OT'EN

and all frontline communities struggling against environmental racism

CAMP

HIGH ALERT FOR INDIGENOUS PIPELINE RESISTANCE!

THE UNIST'OT'EN CAMP, an indigenous occupation of unceded Unist'ot'en territory in so-called 'northern British Columbia', has sent out a message letting their supporters know that they are on high alert of an impending RCMP attack. They have multiple sources of information that indicate towards police escalation and/or other forced trespass.

The Unist'ot'en have maintained vigilance for a number of years against several pipeline projects. A total of eleven companies are currently proposing to run oil and gas pipelines through the territory to transport tar sands oil to the coast for export. Arguably the most environmentally destructive project in the world, the Alberta Tar Sands are destroying the Boreal Forest in order to exploit fossil fuels for profit in Canada. In addition, three companies (Kinder Morgan, Pembina Pipelines, and Endbridge Inc.) each propose dual pipelines to transport not only dirty bitumen, but also condensate as a diluent (along with the cocktail of heavy metals, hydrocarbons, and poisons from the extraction and slurry process to turn solid bitumen rock into flowing mock oil).

The Unist'ot'en Camp is threatening not only the wallets of those who seek to profit from ecological devastation (in this case, Chevron and its investors) but also the legitimacy and power of the Canadian State. The process of colonization (namely the invasion, dispossession and subjugation of a peoples resulting in a situation that benefits the colonizer at the expense of the colonized) in the Americas has been exterminating Native peoples and their cultures for the past 500 years. Of note is that the Unist'ot'en territory is un-

ceded land, meaning it was never signed over in the various coercive treaties that gave Canada the legal costume to deprive Indigenous peoples of 98% of their original lands. When the camp highlights that they are a people who never surrendered, they are bringing attention to the fact that even in the political game Canada pretends to play, the Supreme Court has ruled that indigenous title still exists (giving them the right to use, manage, possess land, and to decide how the land will be used). It is unlikely that this fact will stop the RCMP from violently displacing these people to make way for Chevron bulldozers. Conveniently, the state recently adopted Bill C-51 (the Anti-Terrorism Act 2015) which sees people defending the land and water as 'security threats'.

This isn't surprising since the law only exists and evolves in order to protect the structures of capitalism and those sitting at the top of hierarchical power structures. The law never prevented the widespread death of millions of Indigenous people, but in fact, facilitated colonial genocide every step of the way. Nor did the law halt the forced institutionalization and assimilation of Native children at residential schools, at which at least 6,000 children died. It doesn't protect the Indigenous women facing ongoing gender-based violence (a homicide rate 4.5 times higher than other women in Canada), nor does it help the Indigenous peoples living in poverty, dealing with suicide and alcoholism introduced by settlers or trapped in prison (where they fill cells disproportionate to their population percentage). Despite these incredible challenges, the Unist'ot'en camp is just one example of the spirit of resistance and the struggle against colonization and ecological devastation that remains.

NO PIPELINES

SOLIDARITÉ avec le Camp UNIST'OT'EN
et toutes les communautés en ligne de front contre le racisme environnemental

ALERTE ROUGE
POUR LA RÉSISTANCE
AUTOCHTONE
AUX PIPELINES!

LE CAMP UNIST'OT'EN, une occupation autochtone basée sur le territoire non-cédé Unist'ot'en au nord de la soi-disant «Colombie-Britannique», a lancé un message aux personnes qui les appuient pour les informer d'une attaque imminente de la part de la GRC. Des sources multiples d'information indiquent une escalade de la menace policière et/ou une intrusion musclée.

Le camp Unist'ot'en a maintenu sa vigilance pour nombre d'années face aux différents projets de pipelines. Au total, onze entreprises proposent actuellement de faire passer des oléoducs et des gazoducs à travers le territoire pour transporter vers la côte les sables bitumineux destinés à l'exportation. Sans doute le projet le plus destructif au monde au niveau environnemental, les sables bitumineux de l'Alberta détruisent la forêt boréale dans le but lucratif d'exploiter les combustibles fossiles au Canada. De plus, les compagnies Kinder Morgan, Pembina Pipelines et Enbridge proposent toutes les trois des doubles oléoducs pour transporter non seulement du bitume non-traité, mais aussi un diluant appelé également dilbit (avec un cocktail de métaux lourds, d'hydrocarbures et de poisons issus de l'extraction et de boues de forage, pour transformer le bitume solide en un faux pétrole fluide).

Le camp Unist'ot'en est une menace non seulement pour les personnes qui cherchent à profiter de la dévastation écologique (dans ce cas, Chevron et ses investisseurs.euses), mais aussi pour la légitimité et le pouvoir de l'État canadien. Le processus de colonisation (à savoir l'invasion, la dépossession et l'assujettissement des personnes et des communautés résultant en une situation dont bénéficie les colons au détriment des colonisé.es) dans les Amériques extermine les peuples natifs et leurs cultures depuis les 500 dernières années. Il est à noter que le territoire Unist'ot'en est une terre non-cédée,

qu'en ce sens il n'a jamais été abdiqué sous les divers traités coercitifs qui donnèrent au Canada un déguisement légal pour priver 98% des personnes autochtones de leurs terres d'origine. Quand Unist'ot'en souligne qu'ils sont un peuple qui n'a jamais capitulé, ils attirent l'attention sur le fait que, même dans le jeu politique auquel le Canada prétend jouer, la Cour suprême a statué que le titre ancestral existe encore (leur donnant le droit d'utiliser, de gérer, de posséder un territoire, et de décider de quelles manières ce territoire sera utilisé). Il est peu probable que ce fait empêchera la GRC de violemment déplacer ces personnes pour ouvrir la voie aux bulldozers de Chevron. Comme par hasard, l'État a récemment adopté la loi C-51 (la loi anti-terroriste de 2015) qui voit les personnes défendant les terres et les eaux comme étant des « menaces à la sécurité ».

C'est peu surprenant, considérant que la Loi n'existe et n'évolue que dans l'intérêt de protéger les infrastructures capitalistes ainsi que les personnes assises au sommet des structures hiérarchiques de pouvoir. La Loi n'a jamais prévenu la mort généralisée des personnes autochtones, mais a, au contraire, constamment facilité le génocide colonial. Elle n'a pas non plus mis fin à l'institutionnalisation et à l'assimilation des enfants natifs dans les écoles résidentielles, où au moins 6000 jeunes sont morts. Elle ne protège pas les femmes natives face à une violence perpétuelle basée sur le genre (un taux d'homicide 4.5 fois plus élevé que le reste des femmes au Canada), et n'aide pas non plus les personnes autochtones vivant dans la pauvreté, confrontées au suicide et à l'alcoolisme introduit par les colons ou encore enfermées en prison (où elles remplissent un nombre de cellules disproportionné en fonction de leur pourcentage dans la population). En dépit de ces défis incroyables, le camp Unist'ot'en n'est qu'un exemple de l'esprit de résistance qui persiste à travers la lutte contre la colonisation et la dévastation écologique.

NO PIPELINES

UNISTOTENCAMP.COM WARRIORPUBLICATIONS.WORDPRESS.COM